

Attentat de Nice: la France n'en a «pas terminé» avec le terrorisme



Un camion a foncé ce jeudi 14 juillet au soir dans la foule sur la promenade des Anglais à Nice pendant le feu d'artifice de la Fête nationale, faisant au moins 84 morts, des dizaines de blessés, et laissant 18 personnes dans un état d'« urgence absolue », selon le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Le président Hollande a parlé d'« une attaque dont le caractère terroriste ne peut être nié ». Les antennes de RFI sont en édition spéciale à partir de 19 h (heure française).

Au lendemain de l'attentat de Nice qui a fait au moins 84 morts, le président François Hollande s'est exprimé ce vendredi au Palais préfectoral de cette ville du sud de la France. Venu exprimer la « solidarité » et le « soutien » de l'exécutif, le chef de l'Etat a insisté sur le fait que la France était toujours exposée à des actes terroristes. « Nous sommes toujours devant la menace », a insisté François Hollande.

Source Rfi

Contre la violence des enfants : les 7 stratégies de l'OMS



Dans le cadre du lancement du partenariat mondial pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et ses partenaires viennent de lancer sept (07) stratégies liées les unes aux autres afin de réduire la violence contre les enfants dans le monde. L'espoir de l'institution au travers de ces approches est de voir baisser des cas de violence à l'encontre des enfants.

En 2015, jusqu'à un milliard d'enfants ont subi des violences physiques, psychologiques ou sexuelles, selon une étude récente publiée dans *Pédiatries*. L'homicide fait partie des 5 premières causes de mortalité chez l'adolescent. Un enfant sur 4 subit des violences physiques et près d'une fille sur 5 des violences sexuelles au moins une fois dans sa vie. Ce sont là des constats qui ont amené l'OMS et ses partenaires à agir. En outre, cette initiative entend soutenir la réalisation des objectifs de développement durable, notamment la cible 16.2 des Objectifs de développement durable: «Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants», ainsi que la mise en œuvre de la résolution WHA69.5 de l'Assemblée mondiale de la Santé intitulée «Plan d'action mondial de l'OMS visant à renforcer le rôle du système de santé dans une riposte nationale multisectorielle à la violence interpersonnelle, en particulier à l'égard des femmes

et des filles et à l'égard des enfants».

Contenues dans un programme dénommé «INSPIRE», les 7 stratégies présentées concernent selon les pays : la mise en œuvre et application des lois limitant l'accès des jeunes aux armes à feu et aux autres armes ou celles interdisant aux parents d'infliger aux enfants des punitions violentes, la sûreté des environnements en ciblant les «zones sensibles», l'appui aux parents et aux personnes ayant la charge d'enfants, le renforcement économique avec des micro financements associés à une formation sur les normes relatives au genre, la mise en place de services de lutte et d'appui à l'image des programmes de traitement à l'intention des délinquants juvéniles de nombreux pays européens, l'encouragement de la pratique dans l'éducation et le savoir-faire à travers l'instauration d'un environnement scolaire sûr et formation des enfants aux compétences pratiques et sociales.

«Les connaissances sur l'étendue et les effets néfastes des violences faites aux enfants se développent, de même que les données factuelles sur les stratégies efficaces de prévention», fait observer dans un communiqué, le Dr Étienne KRUG, Directeur à l'OMS. *«Nous devons désormais nous appuyer sur ces connaissances pour travailler collectivement afin de créer les environnements sûrs, stables et protecteurs mettant les enfants à l'abri des effets néfastes de la violence»,* a-t-il ajouté.

Ce partenariat vise à réunir les gouvernements, les institutions des Nations Unies, la société civile, le secteur privé, les chercheurs et les milieux universitaires pour forger la volonté politique, promouvoir des solutions, accélérer l'action et renforcer la collaboration afin de prévenir les violences à l'encontre des enfants.

Il faut préciser que ce nouvel ensemble de stratégies a été produit en collaboration avec les Centers for Disease Control

and Prevention (CDC) des États-Unis, l'UNICEF, Mettre fin à la violence envers les enfants, l'OPS, le PEPFAR, Together for Girls, l'ONU DC, l'USAID et la Banque mondiale.

L'OMS entend soutenir les actions visant à mettre en œuvre les stratégies dans les pays.

David SOKLOU

PAX AFRICANA déplore la reprise des hostilités meurtrières au Sud-Soudan



Les violents combats enregistrés ces derniers jours à Juba, capitale du Soudan du Sud, ne laissent pas indifférent PAX AFRICANA. La fondation de l'ancien Secrétaire général de l'OUA (devenue Union Africaine), et ancien Premier Ministre du Togo, Edem K. KODJO, déplore une reprise soudaine et curieuse des hostilités meurtrières au moment même où depuis le mois de mai 2016, le processus de paix dans ce pays a conduit à la formation d'un Gouvernement d'union nationale, fruit de longs et douloureux pourparlers.

Pour PAX AFRICANA, aucune cause ne peut légitimer cette reprise des violences qui selon elle, témoignent de la fragilité du processus de paix enclenché depuis plusieurs

années dans la plus jeune République d'Afrique et du monde.

« Le peuple sud-soudanais ne mérite pas de boire le calice jusqu'à la lie. Depuis la naissance officielle de cet Etat producteur de pétrole voici 5 ans, ses indicateurs socio-économiques ne sont jamais passés au vert », souligne un communiqué de la fondation en date de ce Jeudi 14 juillet 2016. *« Halte à l'effusion du sang au Sud-Soudan. La mise en œuvre de l'Accord inter-soudanais d'août 2015 doit reprendre, avec le maximum de consensus et de concessions définitives »*, poursuit le communiqué.

PAX AFRICANA demande en outre aux voisins de cette jeune République, de réagir promptement et de manière décisive, à côté d'une réaction ferme souhaitée de la part du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Union africaine. *« La poursuite de la guerre au Sud-Soudan constituera à moyen terme une source permanente de déstabilisation de l'Afrique orientale, centrale et du Nord »*, estime la fondation.

Depuis plus de trois ans déjà, les profonds différends au sommet de l'Etat ont occasionné à en croire PAX AFRICANA, la mort de plus de 300 mille Sud-soudanais, engendré plus de 500 mille déplacés, sans compter les dizaines de destins brisés par des affrontements fratricides qui empêchent la planification de tout programme de développement.

David SOKLOU

Renforcement des capacités

des exposants de la Foire ADJAFI



Depuis le 12 Juillet 2016, les promoteurs de la foire ADJAFI ont entrepris des journées régionales de renforcement des capacités techniques et de partage d'informations à l'endroit des exposants en prélude à la cinquième édition de cette foire qui se tiendra du 26 août au 12 septembre 2016 sur l'Aire de sport du lycée Agoè-Nyiévé à Lomé.

Ces rencontres permettront aux organisateurs de partager avec les jeunes entrepreneurs, potentiels exposants, les techniques et astuces qui permettront de réussir leur participation à la foire. C'est également une occasion d'inviter ces jeunes entrepreneurs à plus d'innovations. « *Comment réussir sa participation à une manifestation commerciale : le cas de la foire Adjafi,* » et « *Comment utiliser les réseaux sociaux pour promouvoir son entreprise et mieux vendre* », sont entre autres, quelques modules au menu de ces séances de formation.

Après Atakpamé le 12 juillet, et Dapaong le 13 juillet, ces journées seront à l'étape de Sokodé le 15 juillet, à Kara le 18 juillet, à Tsévié le 20 juillet et à Kpalimé le 22 juillet. Elles sont soutenues par le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT), le Programme d'Appui au Développement à la base (PRADEB) et le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA).

Pour rappel, la foire ADJAFI est un cadre créé pour accompagner, consolider et faire émerger les initiatives entrepreneuriales des jeunes. L'édition 2016 est placée sous le thème « *la compétitivité des entreprises de jeunes dans l'espace UEMOA* ». Des expositions et vente, des ateliers et séminaires de renforcement de capacités, des conférences thématiques, des concerts et spectacles sont quelques activités au menu de cette foire.

Les deux (02) grandes innovations de cette édition concernent la « Pépite d'Or », un challenge inter-écoles de talents entrepreneurials et le « Panier Vert », un concours de cuisine à base de produits locaux.

David SOKLOU

En Image : Maxime MINASSEH, Promoteur de la foire ADJAFI

Danger à bord de certains taxis à Lomé !



Les passagers à bord des taxis et autres usagers de la route doivent faire attention à Lomé. Et pour cause, certains conducteurs, aux pratiques peu orthodoxes, font usage alterné du gaz butane et de l'essence pour l'alimentation des moteurs de leurs engins. Une situation dénoncée ce mardi 12 Juillet par le ministre en charge de la sécurité et de la protection

civile, le Colonel Damehame YARK et son homologue des transports, Ninsao GNOFAM.

« Les propriétaires de ces véhicules non conçus à l'origine par le fabricant pour être alimentés en gaz butane, sont instamment priés de condamner ce mode de consommation qui défie toute norme de sécurité et constitue un véritable danger pour les usagers de la circulation routière », souligne un communiqué conjoint des deux ministres.

Pour ces derniers, ces dispositifs sont des embarcations de fortune opérées par des techniciens et artisans de la place ou des Etats limitrophes qui peuvent être particulièrement dangereux tant pour les usagers et les passagers dans la mesure où ils peuvent exploser à tout moment.

Les informations font d'ailleurs état d'un arrêté interministériel qui sera pris dans les prochains jours pour réglementer la situation de même qu'une campagne de sensibilisation à l'endroit des conducteurs.

La Rédaction

**La CDPA forme ses cadres en
droits de l'Homme et
décentralisation**



La Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA) se donne les outils et l'assurance nécessaires pour continuer à se battre en vue d'atteindre ses objectifs. En effet, dans le cadre du programme « Contribution de la CDPA à l'enracinement de la démocratie et à l'organisation d'élections locales démocratiques et paisibles au Togo », cette formation politique organise depuis ce 12 Juillet 2016 à Lomé, une formation de formateurs dans les domaines de la démocratie, la citoyenneté, les droits de l'homme et la décentralisation.

Initié en partenariat avec la fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES), ce programme de formation est destiné à une première vague de 40 cadres du parti en provenance d'une vingtaine de fédérations.

« Ce séminaire sera marqué, le samedi 16 juillet à 13 heures 30 minutes, par une démonstration de dissémination à la base par les nouveaux impétrants devant les médias », précise un communiqué de presse parvenu à la rédaction de « La voix de la nation ».

Cette présente formation sera suivie de la troisième phase du programme qui est baptisée « Sous la pailote ». Le souci est de permettre aux nouveaux formateurs de transférer leur savoir et savoir-faire à environ 200 militants dans chaque fédération qui à leur tour, animeront des débats publics dans les communautés.

Pour rappel, le premier séminaire qui avait servi de lancement au programme avait permis de réunir une quinzaine d'experts de haut niveau qui ont contribué à élaborer des documents didactiques dans plusieurs domaines dont la démocratie, la

citoyenneté, la République et ses institutions, l'administration et les services publics , la décentralisation et les élections locales.

David SOKLOU

En image : Brigitte Kafui ADJAMAGBO JOHNSON, secrétaire générale de la CDPA

Assises de HCRRUN : 5 jours pour faire des propositions aux réformes politiques et institutionnelles



Sur initiative du Haut commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), les travaux de la rencontre nationale de réflexion et d'échange sur les réformes politiques et institutionnelles au Togo ont débuté ce lundi à l'Hôtel Radison Blu de Lomé.

C'est le Premier ministre Sélom Komi Klassou qui a ouvert les travaux devant, selon les organisateurs aboutir à la fin à un document de travail pour la Commission de réflexion desdites réformes.

☒ Pendant cinq (5) jours, les personnalités politiques, de la société civile, gouvernementales, d'institutions de la République, journalistes de presse privées que publiques, historiens, bref toutes les forces vives de la nation vont se plancher sur différents thèmes afin de créer des conditions favorables à la formulation et à la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles au Togo.

Pour la Présidente de HCRRUN Awa Nana Daboya, il n'est un secret pour personne que la nécessité de réformer notre système politique, est partagée par tous. Mais beaucoup de difficultés ont jalonné le processus de sa réalisation depuis la signature de l'Accord Politique Global (APG), le 20 août 2006.

« L'échec de ces tentatives trouve son explication dans les divergences politiques. Nous avons ici l'occasion de proposer aux acteurs politiques les possibilités de déconstruire les préjugés, en commençant par solder un passé plus ou moins lointain qui pèse démesurément sur les faits, nos gestes et nos attitudes. Il s'agit pour chacun de formuler des propositions nouvelles ou de réitérer les anciennes en étant capables d'en consentir les sacrifices que le Togo appelle de notre part. Il s'agit de procéder à une recapitalisation de l'énergie qui nous anime et se produit en violence contre soi et les autres », a-t-elle souhaité.

Selon le Premier ministre Sélom Komi Klassou, cette rencontre nationale ne devra plus être un échec au regard des profils diversifiés des participants présents. « Nous ne devons plus échouer. Nous avons l'obligation de tout mettre en œuvre afin d'aller au bout de cette volonté commune car au-delà de nos divergences, quelles qu'elles soient nous devons comprendre que le Togo est notre patrimoine commun. A cet effet, nous avons l'impérieux devoir d'œuvrer pour l'agir et le vivre ensemble », a-t-il prodigué aux participants.

Plusieurs thématiques vont meubler cette rencontre à savoir

les « Républiques d'hier et celle d'aujourd'hui », la « République de demain dans sa conception » et la « République de demain face aux enjeux et défis ».

Cette rencontre répond à la mission du HCRRUN de mettre en œuvre les recommandations de la Commission vérité justice et réconciliation (CVJR) et de convier les parties prenantes et au-delà, les togolais à une réflexion et des échanges pour une compréhension commune de ce que doivent être les réformes et leur incidences sur le vivre ensemble.

Joseph Ahodo

Loi sur la liberté d'association au Togo : 6 OSC sonnent le gouvernement à ouvrir un débat avant son vote à l'Assemblée nationale



Le 7 avril 2016 le gouvernement avait adopté un projet de loi portant liberté d'association au Togo qui est régit par la loi du 1^{er} juillet 1901. Cette loi une des premières qui n'ayant pas été touché dans le cadre international sera déposée sur la table du parlement.

Ce nouveau projet de loi qui n'a pas reçu l'« assentiment » de la majorité des associations togolaises depuis son processus d'élaboration a fait réagir six (6) organisations de la société civile, universitaires, magistrats et autres personnes ressources ce vendredi à Lomé. Ces derniers estiment que « nul ne sait ce que cette modification engendrerait réellement pour la liberté d'association au Togo ».

Il s'agit notamment de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Togo (ACAT-Togo), l'Association togolaise pour la promotion et la défense des droits Humains (ATDPDH), la Commission épiscopale justice et paix (CEJP), le Groupe de réflexion et d'action pour la démocratie (GRAD), la Solidarité et action pour le développement durable au Togo (SAAD-Togo) et le Syndicat national des praticiens hospitaliers du Togo (SYNPHOT).

La rencontre a été placée sous le thème : « La loi de 1901 est-elle adaptée au contexte togolais ? Qu'impliquerait réellement la modification de cette loi ? La liberté associative en danger ? ».

Le contexte Togolais nécessite-t-il véritablement l'adoption d'une nouvelle loi réglementant les associations ?, se demande le secrétaire général de l'ACAT-Togo Bruno Germain Haden.

« N'ayant pas été consulté jusqu'à présent dans l'élaboration de ce nouveau projet de loi, le groupe des 6 OSC souhaitent qu'un débat élargi soit initié autour de cette loi qui nous concerne directement et qu'un consensus soit trouvé pour garantir la paix civile et sociale au Togo », a-t-il lancé.

Pour le Coordonnateur des six (6) organisations de la société civile Yves Komaln Dossou, si cette loi venait à être adoptée par les députés, nul ne doute que cela sera préjudiciable pour les organisations de la société civile togolaises, à l'instar des pays comme Burundi, Ethiopie, Mauritanie, Russie et Israël.

« A chaque fois qu'un pays a voulu modifier la loi de 1901, cela s'est toujours traduit par une régression de la liberté associative », a-t-il précisé et pour s'en convaincre, celui-ci cite le cas du Congo Brazzaville qui selon lui « serait aujourd'hui dans la tourmente d'une telle réforme ».

Deux (2) communications ont fait objet de cette rencontre à savoir la loi de 1901 est-elle adaptée au contexte togolais? La liberté associative en danger? Et enfin qu'impliquerait réellement la modification de cette loi?

L'objectif est de s'approprier le contenu et les insuffisances de la loi du 1^{er} juillet 1901 actuellement en vigueur au Togo et d'analyser les besoins et les implications réelles de la modification de cette loi sur la vie associative au Togo.

Joseph Ahodo

Fin du PURISE en juin 2016 : Joëlle Businguer annonce une deuxième phase au Togo



Le gouvernement togolais qui en lançant en 2009 le Projet d'urgence pour la réhabilitation des infrastructures et services électriques (PURISE) avait pour objectif d'améliorer l'accès aux populations de Lomé et ses environs aux infrastructures de base, notamment en terme d'assainissement de voirie urbaine, d'eau potable, de réhabilitation du réseau électrique et d'efficacité énergétique.

Sept (7) ans après l'exécution de ce projet financé par des

dons du groupe de la Banque mondiale, du Fonds mondial pour l'environnement auxquels s'est ajouté les fonds additionnels du Togo, le « bilan est satisfaisant car les réalisations et leurs impacts sur les populations sont perceptibles ».

C'est en substance ce qu'a déclaré la Représentante résidente de la Banque mondiale Joëlle Businguer lors du lancement de la phase péri urbaine du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) ce jeudi à Klémé Agokpanou situé dans le canton d'Aflao Sagbado, un projet qui vient remplacer PURISE pour une durée de trois (3) ans.

Les ouvrages d'assainissement ont apporté des solutions définitives aux populations d'inondations récurrentes dans les quartiers bénéficiaires, les voiries réalisées ont permis d'améliorer et de décongestionner le trafic sur les axes concernés, la réhabilitation de plus d'une vingtaine de postes de transformations, l'extension des réseaux et la distribution de lampes économiques ont permis d'améliorer et d'entendre la fourniture d'électricité aux populations de la périphérie de Lomé, la construction des stations d'adduction d'eau potable.

« Au-delà de ces gains physiques qui apportent de grands soulagements aux populations bénéficiaires, nous nous réjouissons également des gains institutionnels que le projet a apportés et qui constituent de meilleures pratiques en terme d'élaboration conjointe des projets avec les communautés », s'est réjouie Mme Businguer et d'ajouter qu'un nouveau projet est en cours de réflexion pour continuer leur soutien de développement communautaire au Togo.

A cet effet selon elle et en contrepartie du gouvernement togolais, la Banque mondiale a déjà lancé la préparation d'un Projet de services de base et de filets sociaux, la prochaine phase du PDCplus.

« Nous sommes ici pour marquer la clôture du PURISE. Mais je peux déjà vous dire que dans le cadre des réflexions en vue de

notre futur appui au Togo, nous envisageons une deuxième phase du PURISE qui serait étendu dans les autres villes régionales du Togo », a-t-elle annoncé.

Joseph Ahodo

La phase péri urbaine du PUDC officiellement lancée à Klémé Agokpanou



Le village de Klémé Agokpanou situé dans le canton d'Aflao Sagbado vient de bénéficier d'un château d'eau réalisé par le Projet d'urgence pour la réhabilitation des infrastructures et services électriques (PURISE), un projet du gouvernement togolais financé par la Banque mondiale. Cet ouvrage a été réceptionné ce jeudi par le Premier ministre Sélom Komi Klassou, représentant le chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Ce château d'eau, 6ème du genre après ceux construits dans les établissements scolaires de Lankouvi, Vakpossito, Fidokpui, Dabarakondji et Avépozo vise à l'amélioration de l'accès à l'eau potable de 55.000 habitants dans les localités périphériques de Lomé peu ou mal desservis par le réseau de distribution d'eau potable.

Cette cérémonie a été couplée du lancement de la phase péri

urbaine du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) dont sa mise œuvre est confiée au Programme des nations unies pour le développement (PNUD). C'est en présence d'éminentes personnalités gouvernementales, traditionnelles, religieuses, Ambassadeurs, chefs de missions au Togo ainsi que la Représentante résidente de la Banque mondiale au Togo Joëlle Businger et du Représentant Adjoint du PNUD Fall Macktar.

« Le PUDC cible les populations pauvres vivant dans les cinq régions de notre pays. Il sera exécuté dans 23 préfectures dans sa phase première. Il s'agit pour nous d'accélérer significativement leur accès à des infrastructures, équipements et services socio-économiques de base répondant ainsi à leurs besoins prioritaires et ayant un impact tangible sur leurs conditions de vie », a clamé le Premier ministre.

Les partenaires techniques et financiers se sont tour à tour réjouis des efforts du Togo dans la réduction de la pauvreté et la création de l'emploi et ont réitéré leur engagement à soutenir le Togo à atteindre son objectif.

« Nous tenons à vous rassurer de notre engagement à vos côtés pour accélérer le développement communautaires de sorte que les inégalités sociales soient réduites, à travers la mise en place des structures adéquates permettant aux populations vulnérables d'accéder aux infrastructures et services sociaux de base », a lancé Mme Businger.

Il faut rappeler que le PUDC a une durée de vie de trois (3) ans. Il va permettre à terme la construction d'au moins 1600 salles de classes par an, la poursuite de l'électrification en milieu rural dans tous les chefs-lieux des cantons, le renforcement des capacités et équipements sanitaires, l'amplification du programme des transferts monétaires au bénéfice des femmes enceintes d'au moins trois (3) mois, aux mères des enfants de 0 à 24 mois et aux mères des enfants de 24 à 59 mois atteintes de malnutrition sévère et aigue, et le

développement d'activité génératrice de revenus par les associations communautaires, groupement de femmes ou de jeunes. Le budget total s'élève à plus de 155 milliards de francs CFA.

Joseph Ahodo.